

Art. 47. L'article 246 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa premier, 1° est remplacé par la disposition suivante :

« 1° un ou deux jours par mois pour exercer un mandat de :

a) bourgmestre, échevin, président ou membre du bureau permanent du conseil de l'aide sociale, dans une commune comptant jusqu'à 10.000 habitants;

b) conseiller communal dans une commune comptant jusqu'à 80.000 habitants;»

2° à l'alinéa premier est inséré un 2° bis rédigé comme suit :

« 2° bis un à quatre jours par mois pour exercer un mandat de conseiller communal dans une commune comptant plus de 80.000 habitants;»

Art. 48. L'article 417 du même arrêté est complété comme suit :

« 27° l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 mars 1997 déterminant les modalités particulières d'application de redistribution du travail applicables aux membres du personnel des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale. »

Art. 49. L'agent dont l'épouse ou la personne avec laquelle il vit en couple a accouché depuis le 1^{er} juillet 2002, bénéficie du congé de 14 jours ouvrables fixé à l'article 23 du présent arrêté.

Art. 50. Le ministre ayant dans ses attributions la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 avril 2003.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche Scientifique,

F.-X. de DONNEA

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations Extérieures,

G. VANHENGEL

Art. 47. Artikel 246 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid, 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° één of twee dagen per maand voor de uitoefening van een mandaat van :

a) burgemeester, schepen, voorzitter of lid van het vast bureau van de raad voor maatschappelijk welzijn, in een gemeente tot 10.000 inwoners;

b) gemeenteraadslid in een gemeente tot 80.000 inwoners; »

2° in het eerste lid wordt een 2° bis ingevoegd, als luidt :

« 2° bis één tot vier dagen per maand voor de uitoefening van een mandaat van gemeenteraadslid in een gemeente van meer dan 80.000 inwoners; »

Art. 48. Artikel 417 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« 27° het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 maart 1997 tot bepaling van de specifieke nadere regelen ter uitvoering van de maatregelen tot herverdeling van de arbeid toepasselijk op de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. »

Art. 49. De ambtenaar wiens echtgenote of de persoon waarmee hij samenleeft, bevallen is sinds 1 juli 2002, geniet het verlof van 14 werkdagen bepaald in artikel 23 van dit besluit.

Art. 50. De minister bevoegd voor Openbaar Ambt is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 april 2003.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

F.-X. de DONNEA

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 2455

[S - C - 2003/31327]

3 JUNI 2003. — Ordonnance relative à la tutelle administrative et aux règles financières, budgétaires et comptables de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale (1)

L'Assemblée réunie a adopté et Nous, Collège réuni, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

Art. 2. A l'article 9 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, sont apportées les modifications suivantes :

1° le a) est remplacé comme suit :

« les membres du Collège réuni, les membres du collège visé à l'article 83quinquies, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, ci-après appelé « le collège juridictionnel », le gouverneur et le vice-gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale »;

2° le e), remplacé par la loi du 5 août 1992, est remplacé comme suit :

« les membres du personnel de l'Etat et de la Commission communautaire commune qui participent directement au contrôle ou à la tutelle sur le centre intéressé, ainsi que le personnel de la commune desservie par le centre à l'exception du personnel de l'enseignement communal ».

Art. 3. A l'article 11, § 4, de la même loi, les mots « le Roi » sont remplacés par les mots « le Collège réuni ».

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 2455

[S - C - 2003/31327]

3 JUNI 2003. — Ordonnantie betreffende het administratief toezicht en de financiële, budgettaire en boekhoudkundige voorschriften van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (1)

De Verenigde Vergadering heeft aangenomen en Wij, Verenigd College, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 9 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° a) wordt vervangen als volgt :

« de Leden van het Verenigd College, de leden van het college bedoeld in artikel 83quinquies, § 2 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 net betrekking tot de Brusselse instellingen, hierna « het rechtscollège » genoemd, de gouverneur en de vice-gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad »;

2° e), vervangen bij de wet van 5 augustus 1992, wordt vervangen als volgt :

« de leden van het personeel van het Rijk en van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die rechtstreeks deelnemen aan het uitoefenen van de controle of het toezicht op het betrokken centrum, alsmede het personeel van de door het centrum bediende gemeente, met uitzondering van het personeel van het gemeentelijk onderwijs ».

Art. 3. In artikel 11, § 4 van dezelfde wet worden de woorden « De Koning » vervangen door de woorden « het Verenigd College ».

Art. 4. L'article 18 de la même loi, modifié par la loi du 5 août 1992 et par la loi du 22 mars 1999, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. § 1^{er}. Le dossier de l'élection des membres des conseils de l'aide sociale et de leurs suppléants est transmis sans délai au collège juridictionnel.

Toute réclamation contre l'élection doit, à peine de déchéance, être introduite par écrit auprès du collège juridictionnel dans les dix jours qui suivent la proclamation du résultat de l'élection.

Qu'il ait été saisi ou non d'une réclamation, le collège juridictionnel statue sur la validité de l'élection dans les trente jours de la réception du dossier. Et, le cas échéant, il redresse les erreurs qui ont été commises dans l'établissement du résultat de l'élection. Si aucune décision n'est intervenue dans ce délai, l'élection est tenue pour régulière.

Dans les huit jours de la réception de toute réclamation, les services du collège juridictionnel en informent le Collège réuni.

La validation de l'élection, par l'expiration du délai ou par la décision du collège juridictionnel, est communiquée par les soins des services de ce collège au Collège réuni, au conseil communal et au centre public d'aide sociale. Elle est notifiée, par lettre recommandée à la poste aux membres effectifs et suppléants dont l'élection a été annulée, aux membres suppléants dont l'ordre d'élection a été modifié et aux réclamants.

Dans les quinze jours qui suivent la communication ou la notification, un recours devant le Conseil d'Etat est ouvert aux personnes morales et physiques visées à l'alinéa précédent.

Dans les huit jours de la réception de tout recours formé auprès du Conseil d'Etat, le greffier en chef de cette juridiction en informe le Collège réuni, ainsi que le centre public d'aide sociale et le conseil communal. Il leur communique l'arrêt rendu par le Conseil d'Etat.

Lorsqu'une annulation est devenue définitive, il est procédé à une nouvelle élection. En pareil cas, l'article 12 est d'application, étant entendu toutefois que le délai prend cours le jour qui suit la communication de l'annulation au conseil communal intéressé. »

Art. 5. A l'article 20bis de la même loi, inséré par la loi du 5 août 1992, les mots « le gouverneur » sont remplacés par les mots « le Collège réuni ».

Art. 6. L'article 21 de la même loi, modifié par la loi du 5 août 1992, est remplacé par la disposition suivante

« Art. 21. § 1^{er}. Lorsque, après avoir prêté serment, un membre perd une des conditions d'éligibilité ou vient à se trouver dans une situation d'incompatibilité, le bourgmestre ou le président du conseil en informe sans délai le collège juridictionnel. Une copie de cette information est envoyée le même jour au Collège réuni ainsi que, par pli recommandé avec accusé de réception, au membre intéressé qui, dans les quinze jours, peut faire connaître ses observations par écrit au collège.

Le bourgmestre doit, toutefois, s'il agit d'une incompatibilité de fonctions, inviter au préalable, de la même manière, le membre à démissionner de la fonction incompatible. Le membre dispose d'un délai de quinze jours pour donner suite à cette invitation.

Le collège juridictionnel statue dans les trente jours de la réception de l'avis du bourgmestre.

Lorsque le collège juridictionnel constate lui-mêmes une telle situation ou lorsqu'il en est informé par une plainte d'un tiers, il en donne connaissance par pli recommandé avec accusé de réception, au membre intéressé et il invite celui-ci à faire connaître ses observations par écrit et dans les quinze jours ou à démissionner de la fonction incompatible.

Sauf en cas de démission, le collège juridictionnel statue dans les trente jours de l'envoi de l'avis.

Les services du collège juridictionnel notifient, par pli recommandé avec accusé de réception, la décision du collège au membre intéressé et aux réclamants éventuels et en informent également le Collège réuni, le bourgmestre, ainsi que le président du conseil. Le membre du conseil et les réclamants peuvent dans les quinze jours de la notification, exercer un recours auprès du Conseil d'Etat contre la décision du collège juridictionnel.

La déchéance prononcée par le collège juridictionnel en application de cet article sort ses effets à partir de la notification au membre intéressé du conseil. Le recours au Conseil d'Etat n'est pas suspensif. »

Art. 4. Artikel 18 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992 en bij de wet van 22 maart 1999, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 18. § 1. Het dossier van de verkiezing van de leden van de raden voor maatschappelijk welzijn en hun opvolgers wordt onverwijld toegezonden aan het rechtscollege.

Elk bezwaar tegen de verkiezing moet, op straffe van verval, schriftelijk bij het rechtscollege worden ingediend binnen tien dagen volgend op de bekendmaking van de verkiezingsuitslag.

Ongeacht of bij het rechtscollege bezwaar is ingediend, of niet, doet het uitspraak over de geldigheid van de verkiezing binnen dertig dagen na ontvangst van het dossier en zet het, in voorkomend geval, de bij het vaststellen van de verkiezingsuitslag begane vergissingen recht. Indien binnen die termijn geen uitspraak is gedaan, wordt de verkiezing als regelmatig beschouwd.

Binnen acht dagen na ontvangst van eendere klacht, deelt het rechtscollege zulks mede aan het Verenigd College.

De geldigheid van de verkiezing door het verstrijken van de termijn of de beslissing van het rechtscollege, wordt door de zorg van de diensten van dat college medegedeeld aan het Verenigd College, aan de gemeenteraad en aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn. Er wordt bij ter post aangetekende brief kennis van gegeven aan de leden en opvolgers wier verkiezing werd vernietigd, aan de opvolgers wier verkiezingsrang werd gewijzigd en aan wie bezwaar heeft ingediend.

De in het voorgaande lid bedoelde natuurlijke en rechtspersonen kunnen bij de Raad van State beroep instellen binnen vijftien dagen na de mededeling of de kennisgeving.

Binnen acht dagen na ontvangst van ieder beroep dat bij de Raad van State wordt ingesteld, deelt de hoofdgriffier van dit rechtscollege zulks mede aan het Verenigd College, alsmede aan het betrokken openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en aan de gemeenteraad. Hij deelt hun het arrest van de Raad van State mede.

Wanneer een vernietiging definitief geworden is, wordt tot een nieuwe verkiezing overgegaan. In dit geval is artikel 12 van toepassing met dien verstande dat de termijn slechts een aanvang neemt de dag volgend op die waarop de vernietiging aan de betrokken gemeenteraad is medegedeeld. »

Art. 5. In artikel 20bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 5 augustus 1992, worden de woorden « de gouverneur » vervangen door de woorden « het Verenigd College ».

Art. 6. Artikel 21 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 21. § 1. Wanneer een lid na de eedaflegging niet meer voldoet aan een van de voorwaarden van verkiesbaarheid of in een toestand van onverenigbaarheid komt te verkeren, stelt de burgemeester of de voorzitter van de raad het rechtscollege hiervan onverwijld in kennis. Afschrift van die kennisgeving wordt dezelfde dag gezonden aan het Verenigd College evenals, bij aangetekend schrijven met ontvangstmelding, aan het betrokken raadslid dat zijn opmerkingen schriftelijk binnen vijftien dagen kan mededelen aan het college.

Wanneer het evenwel om een onverenigbaarheid van ambten gaat, dient de burgemeester het raadslid vooraf op dezelfde wijze uit te nodigen om uit het onverenigbaar ambt ontslag te nemen. Het lid beschikt over vijftien dagen om aan die uitnodiging gevolg te geven.

Het rechtscollege doet uitspraak binnen dertig dagen na ontvangst van de kennisgeving door de burgemeester.

Wanneer het rechtscollege zelf een dergelijke toestand vaststelt of hiervan kennis krijgt op klacht van een derde, geeft het daarvan kennis bij aangetekend schrijven met ontvangstmelding aan het betrokken raadslid en nodigt hem uit om binnen vijftien dagen schriftelijk zijn opmerkingen te doen kennen of uit het onverenigbare ambt ontslag te nemen.

Behoudens in geval van ontslag, doet het rechtscollege uitspraak binnen dertig dagen na verzending van de kennisgeving.

De beslissing van het rechtscollege wordt door zijn diensten, bij aangetekend schrijven met ontvangstmelding, betekend aan het betrokken raadslid en aan de eventuele bezwaarindieners; er wordt eveneens kennis van gegeven aan het Verenigd College, de burgemeester en de voorzitter van de raad. Het raadslid en de bezwaarindieners kunnen binnen vijftien dagen na de kennisgeving tegen de beslissing van het rechtscollege beroep instellen bij de Raad van State.

De met toepassing van dit artikel door het rechtscollege uitgesproken vervallenverklaring heeft uitwerking vanaf haar betekening aan het betrokken raadslid. Het beroep bij de Raad van State is niet schorsend. »

Art. 7. L'article 22 de la même loi, modifié par les lois du 9 août 1988 et du 5 août 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 22. Les membres du conseil de l'aide sociale peuvent, en cas de négligence grave et d'inconduite notoire, être suspendus ou révoqués par le collège juridictionnel, sur la proposition du Collège réuni, du conseil de l'aide sociale ou du conseil communal. La suspension ne pourra excéder trois mois.

Le membre intéressé est préalablement convoqué et entendu s'il se présente; l'avis du conseil de l'aide sociale est demandé.

La décision du collège juridictionnel est notifiée à l'intéressé et communiquée au Collège réuni, au conseil de l'aide sociale et au conseil communal. L'intéressé, le conseil de l'aide sociale et le conseil communal peuvent introduire un recours au Conseil d'Etat dans les quinze jours de la notification. ».

Art. 8. A l'article 25, § 5, de la même loi, remplacé par la loi du 5 août 1992, les mots « le Roi » sont remplacés par les mots « le Collège réuni ».

Art. 9. A l'article 26, § 2, alinéas 2 et 3, de la même loi, remplacé par la loi du 5 août 1992, les mots « le Roi » sont remplacés par les mots « le Collège réuni ».

Art. 10. A l'alinéa 5 du 1^{er} paragraphe de l'article 27 de la même loi, remplacé par la loi du 5 août 1992, les mots « le Roi » sont remplacés par les mots « le Collège réuni ».

Art. 11. L'article 28, § 4, de la même loi, remplacé par la loi du 5 août 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Sauf en matière d'établissement et de recouvrement des taxes communales et en matière disciplinaire, le président assiste avec voix consultative aux réunions du collège des bourgmestre et échevins à son initiative ou à l'initiative du bourgmestre. A cette fin, le président reçoit l'ordre du jour des réunions du collège en même temps que les échevins. ».

Art. 12. A l'article 33bis, alinéa 4, de la même loi, inséré par la loi du 5 août 1992, les mots « le Roi » sont remplacés par les mots « le Collège réuni ».

Art. 13. A l'article 38 de la même loi, remplacé par la loi du 5 août 1992, les mots « le Roi » sont remplacés par les mots « le Collège réuni ».

Art. 14. A l'article 39 de la même loi, les mots « le Roi » sont remplacés par les mots « le Collège réuni ».

Art. 15. A l'article 40 de la même loi, les alinéas 2 et 3, modifiés par la loi du 5 août 1992, sont abrogés.

Art. 16. A l'article 42 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 5 août 1986 et par la loi du 5 août 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 4, les mots « le Roi » sont remplacés par les mots « le Collège réuni »;

2° à l'alinéa 7, les mots « le Roi peut fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres » sont remplacés par les mots « le Collège réuni peut fixer »;

3° à l'alinéa 8, les mots « le Roi » sont remplacés par les mots « le Collège réuni »;

4° l'alinéa 10 est remplacé comme suit : « Les délibérations prises par le conseil de l'aide sociale en application du présent article sont soumises à l'approbation du Collège réuni ».

Art. 17. A l'article 43 de la même loi, modifié par la loi du 5 août 1992, le 3^{ème} et le 4^{ème} alinéas sont supprimés.

Art. 18. L'article 46 de la même loi modifié par la loi du 5 août 1992 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 46. § 1^{er}. Le receveur est chargé sous sa seule responsabilité d'effectuer les recettes du centre public d'aide sociale et d'acquitter sur mandats réguliers les dépenses ordonnancées jusqu'à concurrence soit du montant de chaque article du budget, soit d'un crédit spécial ou d'un crédit provisoire ou du montant des crédits transférés err, application de l'article 91.

Art. 7. Artikel 22 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1988 en 5 augustus 1992, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 22. Bij zware nalatigheid of algemeen bekend wangedrag kunnen de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn door het rechtscollege geschorst of afgezet, worden, op voorstel van het Verenigd College, van de raad voor maatschappelijk welzijn of van de gemeenteraad. De schorsing mag de tijd van drie maanden niet te boven gaan.

Het betrokken lid wordt vooraf opgeroepen en, indien hij verschijnt, gehoord; het advies van de raad voor maatschappelijk welzijn wordt gevraagd.

De beslissing van het rechtscollege wordt ter kennis gebracht van de betrokkene en meegedeeld aan het Verenigd College, aan de raad voor maatschappelijk welzijn en aan de gemeenteraad. De betrokkene, de raad voor maatschappelijk welzijn en de gemeenteraad kunnen beroep instellen bij de Raad van State binnen vijftien dagen na de betekening. ».

Art. 8. In artikel 25, § 5, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 5 augustus 1992, worden de woorden « de Koning » vervangen door de woorden « het Verenigd College ».

Art. 9. In artikel 26, § 2, tweede en derde lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 5 augustus 1992, worden de woorden « de Koning » vervangen door de woorden « het Verenigd College ».

Art. 10. In artikel 27, § 1, vijfde lid van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 5 augustus 1992, worden de woorden « De Koning » vervangen door de woorden « Het Verenigd College ».

Art. 11. Artikel 28, § 4, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 5 augustus 1992 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. Behoudens aangelegenheden inzake de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen en inzake tuchtmaatregelen, woont de voorzitter, op zijn verzoek of op uitnodiging van de burgemeester, met raadgevende stem de vergaderingen bij van het college van burgemeester en schepenen. Daartoe ontvangt de voorzitter de agenda van de vergaderingen van het college op hetzelfde tijdstip als de schepenen. ».

Art. 12. In artikel 33bis, vierde lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 5 augustus 1992, worden de woorden « De Koning » vervangen door de woorden « Het Verenigd College ».

Art. 13. In artikel 38 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 5 augustus 1992, worden de woorden « De Koning » vervangen door de woorden « Het Verenigd College ».

Art. 14. In artikel 39 van dezelfde wet, worden de woorden « De Koning » vervangen door de woorden « Het Verenigd College ».

Art. 15. In artikel 40 van dezelfde wet, worden het tweede en het derde lid, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992, opgeheven.

Art. 16. In artikel 42 van dezelfde wet, gewijzigd bij koninklijk besluit van 5 augustus 1986 en bij de wet van 5 augustus 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het vierde lid, worden de woorden « De Koning » vervangen door de woorden « Het Verenigd College »;

2° in het zevende lid, worden de woorden « de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit » vervangen door de woorden « het Verenigd College »;

3° in het achtste lid worden de woorden « De Koning » vervangen door de woorden « Het Verenigd College »;

4° het tiende lid, wordt vervangen als volgt : « De beslissingen door de raad voor maatschappelijk welzijn genomen bij toepassing van onderhavig artikel, zijn onderworpen aan de goedkeuring van het Verenigd College ».

Art. 17. In artikel 43 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992, worden het derde en het vierde lid opgeheven.

Art. 18. Artikel 46 van dezelfde wet, gewijzigd door de wet van 5 augustus 1992, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 46. § 1. De ontvanger heeft tot taak om, onder zijn eigen verantwoordelijkheid, de ontvangsten van het centrum voor maatschappelijk welzijn te innen en tegen regelmatige bevelschriften de betaalbaar gestelde uitgaven te doen ten belope hetzij van het bedrag bepaald in elk artikel van de begroting, hetzij van een bijzonder krediet of van een voorlopig krediet of van het bedrag van de overeenkomstig artikel 91 overgedragen kredieten.

Il est tenu de faire tous actes interruptifs de prescription et des déchéances, de faire procéder à toutes saisies, de requérir, au bureau des hypothèques, l'inscription, la réinscription ou le renouvellement de tous les titres qui en sont susceptibles, d'avertir les membres du conseil de l'aide sociale de l'échéance des baux, des retards de paiement et de toute atteinte portée aux droits du centre public d'aide sociale.

Dans le cas où il y aurait, de la part du receveur, refus ou retard d'acquitter une dépense ordonnée par l'organe habilité, le paiement en sera poursuivi comme en matière de contributions directes, après qu'à la demande dudit organe, le mandat de paiement y afférent aura été rendu exécutoire par le Collège réuni, le receveur étant entendu au préalable. La décision du Collège réuni tient lieu de mandat régulier que le receveur doit exécuter d'office.

Le receveur est placé sous l'autorité du président.

§ 2. Le receveur est tenu de fournir pour garantie de sa gestion un cautionnement en numéraire en titres ou sous la forme d'hypothèques, d'une garantie bancaire ou encore d'une assurance.

Le Collège réuni fixe le montant maximum et minimum du cautionnement, selon les catégories de communes visées à l'article 28, § 1^{er}, de la Nouvelle loi communale, ainsi que les conditions et modalités d'agrément du cautionnement sous forme de garantie bancaire et d'assurance.

Lors de la première réunion faisant suite à la prestation de serment et dans les limites fixées en application de l'alinéa précédent, le conseil de l'aide sociale fixe le montant du cautionnement que le receveur doit constituer ainsi que le délai qui lui est imparti pour ce faire.

Le cautionnement est placé à la caisse des dépôts et consignations, l'intérêt qu'il porte appartient au receveur.

Les actes de cautionnement sont passés, sans frais pour le centre, devant le bourgmestre de la commune du centre.

Lorsque, à raison d'augmentation des recettes annuelles ou pour toute autre cause, il sera jugé que le cautionnement, fixé par le conseil de l'aide sociale n'est pas suffisant, le receveur devra fournir, dans un temps limité, un cautionnement supplémentaire à l'égard duquel on suivra les mêmes règles que pour le cautionnement initial.

Le président veille à ce que le cautionnement du receveur du centre soit réellement fourni et renouvelé en temps requis.

Tout receveur qui n'aura pas fourni son cautionnement ou supplément de cautionnement dans les délais prescrits, et qui n'aura pas justifié ce retard par des motifs suffisants, sera considéré comme démissionnaire et il sera pourvu à son remplacement.

Tous frais relatifs à la constitution du cautionnement sont à la charge du receveur.

En cas de déficit dans la caisse du centre, celui-ci a privilège sur le cautionnement du receveur.

§ 3. En cas d'absence justifiée, le receveur peut, dans les trois jours, sous sa responsabilité, désigner pour une période de trente jours un remplaçant accepté par le conseil de l'aide sociale. Cette désignation peut être renouvelée à deux reprises pour une même absence. A défaut, le conseil peut désigner un receveur faisant fonction.

Il y est tenu lorsque l'absence excède un terme de trois mois.

Le receveur faisant fonction doit réunir les conditions requises pour l'exercice de la fonction de receveur. Les dispositions de l'article 44 et du § 2 du présent article lui sont applicables.

Le receveur faisant fonction exerce toutes les attributions dévolues au receveur. Lors de son installation et de la cessation de ses fonctions, il est procédé à l'établissement d'un compte de fin de gestion et à la remise de l'encaisse et des pièces comptables, sous la surveillance du conseil de l'aide sociale. ».

Art. 19. Un article 46bis rédigé comme suit est inséré dans la même loi :

« Art. 46bis. Le conseil de l'aide sociale peut, de l'avis du receveur, charger certains agents du centre de la perception, au moment où le droit à recette est établi, de recettes en espèces, pour autant qu'elle soit compatible avec l'exercice de leur fonction. Pour cette perception, ces agents sont placés sous la responsabilité et l'autorité du receveur.

Hij dient alle handelingen tot stuiting van verjaring en verval te verrichten, tot alle beslagleggingen te doen overgaan, de inschrijving, de herinschrijving of de vernieuwing van elke titel die daarvoor vatbaar is ten kantore der hypotheek te vorderen aan de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn kermis te geven van de vervallen huurovereenkomsten, van de achterstallen en van elk feit dat de rechten van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn schaadt.

Indien de ontvanger een door het bevoegde orgaan betaalbaar gestelde uitgave weigert te betalen of zulks uitstelt, wordt de betaling ervan vervolgd, zoals inzake directe belastingen, nadat het bevelschrift op verzoek van dit orgaan, door het Verenigd College invorderbaar is verklaard, na de ontvanger vooraf gehoord te hebben. De beslissing van het Verenigd College geldt als een regelmatig bevelschrift dat de ontvanger ambtshalve moet uitvoeren.

De ontvanger staat onder het gezag van de voorzitter.

§ 2. De ontvanger is verplicht tot waarborg van zijn beheer, een zekerheid in geld, in effecten of in de vorm van hypotheek, een bankwaarborg of een verzekering te stellen.

Het Verenigd College bepaalt het minimum- en het maximumbedrag van de zekerheid, volgens de categorie van gemeenten bedoeld in artikel 28, § 1, van de nieuwe gemeentewet, evenals de voorwaarden en de regels volgens welke de zekerheid in de vorm van een bankwaarborg en een verzekering wordt erkend.

De raad voor maatschappelijk welzijn stelt, op de eerste vergadering van de raad voor maatschappelijk welzijn na de eedaflegging en binnen de grenzen bepaald met toepassing van vorig lid, het bedrag vast van de zekerheid, die de ontvanger moet stellen, alsmede de termijn waarover hij daartoe beschikt.

De zekerheid wordt bij de Deposito- en Consignatiekas gedeponneerd; de intrest die zij opbrengt komt aan de ontvanger toe.

De akten van zekerheidsinstelling worden zonder kosten voor het centrum, voor de burgemeester van de gemeente waar het centrum is gelegen verleden.

Wanneer de door de raad voor maatschappelijk welzijn bepaalde zekerheid wegens toeneming van de jaarlijkse ontvangsten of om enige andere reden ontoereikend wordt geacht, moet de ontvanger binnen een beperkte tijd een aanvullende zekerheid verschaffen, ten aanzien waarvan, dezelfde regels gelden als voor de oorspronkelijke.

De voorzitter zorgt dat de zekerheid van de ontvanger van het centrum werkelijk gesteld en te bekwame tijd hernieuwd wordt.

De ontvanger die zijn zekerheid of aanvullende zekerheid niet binnen de voorgescreven termijn verschaft en dit verzuim niet voldoende verantwoordt, wordt geacht ontslag te nemen en wordt vervangen.

Alle kosten betreffende de vestiging van de zekerheid vallen ten laste van de ontvanger.

Is er een tekort in de kas van het centrum, dan heeft het centrum een voorrecht op de zekerheid van de ontvanger.

§ 3. In geval van gewettigde afwezigheid kan de ontvanger binnen drie dagen, op eigen verantwoordelijkheid, voor een termijn van dertig dagen een plaatsvervanger aanwijzen die aanvaard wordt door de raad voor maatschappelijk welzijn. Deze aanwijzing kan voor dezelfde afwezigheid tweemaal hernieuwd worden. Gebeurt dat niet, dan kan de raad een waarnemend ontvanger aanwijzen.

Hij is ertoe verplicht wanneer de afwezigheid langer duurt dan drie maanden.

De waarnemend ontvanger moet voldoen aan de voorwaarden die gesteld worden om het ambt van ontvanger uit te oefenen. De bepalingen van artikel 44 en van § 2 van dit artikel zijn op hem van toepassing.

De waarnemend ontvanger oefent alle bevoegdheden van de ontvanger uit. Bij zijn ambtsaanvaarding en -neerlegging wordt een eindrekening opgemaakt en worden de kas en de boeken onder het toezicht van de raad voor maatschappelijk welzijn overgedragen. ».

Art. 19. In dezelfde wet wordt een artikel 46bis ingevoegd, luidend als volgt

« Art. 46bis. De raad voor maatschappelijk welzijn kan, op advies van de ontvanger, sommige ambtenaren van het centrum belasten met de inning van ontvangsten in speciën, op het ogenblik waarop het recht op ontvangst wordt gevestigd, voor zover ze verenigbaar is met het uitoefenen van hun functie. Voor deze inning, werken deze ambtenaren onder de verantwoordelijkheid en het gezag van de ontvanger.

Ils versent au receveur du centre le montant intégral de leur perception selon les directives que celui-ci leur donne et les justifient par un état de recouvrement détaillé par article budgétaire. ».

Art. 20. Un article 46ter rédigé comme suit est inséré dans la même loi :

« Art. 46ter. En vue du paiement au comptant de menues dépenses courantes, le conseil de l'aide sociale peut, de l'avis du receveur, mettre une provision à la disposition de certains membres du personnel cités nommément et qui l'acceptent.

La délibération détermine les types de dépenses qui peuvent être payées au comptant au moyen de cette provision et fixe le montant de celle-ci.

Chaque membre du personnel concerné gère sa provision sous l'autorité et la responsabilité du receveur.

Le Collège réuni peut arrêter les modalités d'application du présent article. ».

Art. 21. Un article 46quater rédigé comme suit est inséré dans la même loi

« Art. 46quater. § 1^{er}. Un compte de fin de gestion est établi lorsque le receveur cesse définitivement d'exercer ses fonctions ou lorsqu'il est remplacé par un receveur faisant fonction nommé par le conseil de l'aide sociale.

§ 2. Le compte de fin de gestion du receveur, accompagné s'il y a lieu de ses observations, ou en cas de décès, de celles de ses ayants cause, est soumis au conseil de l'aide sociale qui l'arrête. Le compte de fin de gestion est ensuite transmis dans les quinze jours au Collège réuni aux fins d'être arrêté définitivement. La procédure visée à l'article 89, § 2 relative à l'approbation du compte et à la décharge au receveur est applicable moyennant les adaptations nécessaires.

§ 3. Les décisions portant sur l'arrêt définitif du compte de fin de gestion et donnant décharge emportent de plein droit la restitution du cautionnement.

§ 4. L'article 93, § 4 est applicable lorsque le receveur est invité à solder le débet. ».

Art. 22. A l'article 53 de la même loi, remplacé par la loi du 5 août 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° § 1^{er}. Le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les décisions infligeant, par voie de mesures disciplinaires, la démission d'office, ou la révocation, sont soumises à l'approbation du Collège réuni. Néanmoins, elles sont exécutées provisoirement, à moins que le conseil n'en décide autrement. »;

2° au § 2, alinéa 1^{er}, première phrase, les mots « de la députation permanente » sont remplacés par les mots « du Collège réuni »;

3° au § 2, alinéa 1^{er}, troisième phrase, les mots « la députation permanente » sont remplacés par les mots « le Collège réuni »;

4° au § 2, alinéa 2, les mots « la députation permanente » sont remplacés par les mots « le Collège réuni »;

5° le § 3 est abrogé.

Art. 23. A l'article 56, § 1^{er}, alinéa 2, de la même loi, inséré par la loi du 5 août 1992, les mots « le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres » sont remplacés par les mots « le Collège réuni peut ».

Art. 24. L'article 78, § 2, de la même loi, remplacé par la loi du 5 août 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le Collège réuni peut, après avis du collège des bourgmestre et échevins, autoriser les centres publics d'aide sociale à poursuivre des expropriations pour cause d'utilité publique dans les cas où il estime que l'acquisition des immeubles concernés est nécessaire dans l'intérêt général.

Outre les fonctionnaires des comités d'acquisition d'immeubles pour compte de l'Etat, le bourgmestre de la commune desservie par le centre est compétent pour passer les actes en la matière. ».

Art. 25. A l'article 80, alinéa 4, de la même loi, modifié par la loi du 5 août 1992 les mots « le Roi » sont remplacés par les mots « le Collège réuni ».

Ze storten de geïnde bedragen integraal aan de ontvanger van het centrum, overeenkomstig zijn richtlijnen en leggen, per begrotingsartikel, een uitvoerige invorderingsstaat als bewijsstuk voor. ».

Art. 20. In dezelfde wet wordt een artikel 46ter ingevoegd luidend als volgt :

« Art. 46ter. Met het oog op de contante betaling van kleine dagelijkse uitgaven, kan de raad voor maatschappelijk welzijn, op advies van de ontvanger, een provisie ter beschikking stellen van sommige personeelsleden, die met naam genoemd worden en die het aanvaarden.

De beslissing bepaalt welke soorten van uitgaven contant mogen worden betaald met deze provisie en wat het bedrag ervan is.

Ieder betrokken personeelslid beheert zijn provisie onder het gezag en de verantwoordelijkheid van de ontvanger.

Het Verenigd College kan de regels voor de toepassing van dit artikel vaststellen. ».

Art. 21. In dezelfde wet wordt een artikel 46quater ingevoegd luidend als volgt :

« Art. 46quater. § 1. Er wordt een eindrekening gemaakt wanneer de ontvanger de uitoefening van zijn functies definitief stopzet of wanneer hij wordt vervangen door een waarnemend ontvanger die door de raad voor maatschappelijk welzijn wordt aangewezen.

§ 2. De eindrekening van de ontvanger, indien nodig aangevuld met zijn opmerkingen of, zo hij overleden is, met die van zijn rechtverkrijgenden, wordt voorgelegd aan de raad voor maatschappelijk welzijn die de eindrekening vaststelt. De eindrekening wordt binnen de vijftien dagen overgezonden aan het Verenigd College met het oog op de definitieve vaststelling ervan. De procedure bedoeld in artikel 89 § 2 met betrekking tot de goedkeuring van de rekening en het verlenen van de kwijting aan de ontvanger is, behoudens de nodige aanpassingen, van toepassing.

§ 3. De beslissingen waarbij de eindrekening definitief wordt vastgesteld en aan de rekenplichtige kwijting wordt verleend, brengen van rechtswege de teruggave van de zekerheid mee.

§ 4. Artikel 93, § 4 is van toepassing wanneer de ontvanger verzocht wordt het tekort bij te passen. ».

Art. 22. In artikel 53 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 5 augustus 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De beslissingen waarbij, bij wijze van tuchtmaatregel, het ontslag van ambtswege of de afzetting worden uitgesproken, worden onderworpen aan de goedkeuring van het Verenigd College. Desalniettemin worden ze voorlopig uitgevoerd, tenzij de raad voor maatschappelijk welzijn anders beslist. »;

2° in § 2, eerste lid, eerste volzin, worden de woorden « de bestendige deputatie » vervangen door de woorden « het Verenigd College »;

3° in § 2, eerste lid, derde volzin, worden de woorden « de bestendige deputatie » vervangen door de woorden « het Verenigd College »;

4° in § 2, tweede lid, worden de woorden « de bestendige deputatie » vervangen door de woorden « het Verenigd College »;

5° § 3 wordt opgeheven.

Art. 23. In artikel 56, § 1, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 5 augustus 1992, worden de woorden « De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, » vervangen door de woorden « Het Verenigd College kan ».

Art. 24. Artikel 78, § 2 van dezelfde wet, vervangen door de wet van 5 augustus 1992, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Het Verenigd College kan, na advies van het college van burgemeester en schepenen, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn machtigen om over te gaan tot onteigeningen te algemene nutte, indien het oordeelt dat het verkrijgen van de betrokken onroerende goederen noodzakelijk is voor het algemeen belang.

Benevens de ambtenaren van de comités tot aankoop van onroerende goederen voor rekening van de Staat, is de burgemeester van de gemeente die door het centrum wordt bediend bevoegd tot het verlijden van de desbetreffende akten. ».

Art. 25. In artikel 80, vierde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992, worden de woorden « de Koning » vervangen door de woorden « het Verenigd College ».

Art. 26. A l'article 84 de la même loi, modifié par la loi du 5 août 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° les alinéas 2 et 3 du § 1^{er} sont abrogés;

2° à l'alinéa 2 du § 2 les mots « l'Etat » et « pour le compte de l'Etat » sont remplacés par les mots « d'autres autorités » et « pour le compte d'autres autorités »;

3° l'article est complété par un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. Sans préjudice de ce qui est prévu à l'article 27, le conseil de l'aide sociale peut déléguer au bureau permanent tout ou partie des pouvoirs qui lui sont attribués par les § 1^{er} et 2 du présent article. En cas d'urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles, le bureau permanent peut d'initiative exercer ces pouvoirs. Sa décision est communiquée au conseil de l'aide sociale qui en prend acte, lors de sa plus prochaine séance. ».

Art. 27. L'article 86 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 86. L'exercice financier du centre public d'aide sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de la même année. Sont seuls considérés comme appartenant à un exercice, les droits acquis au centre public d'aide sociale et les engagements pris à l'égard de ses créanciers pendant cet exercice, quel que soit l'exercice au cours duquel ils sont soldés. ».

Art. 28. L'article 87 de la même loi, remplacé par l'ordonnance du 27 avril 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 87. Le Collège réuni arrête les règles budgétaires, financières et comptables des centres publics d'aide sociale. ».

Art. 29. A l'article 88 de la même loi, modifié par les lois des 29 décembre 1988 et 5 août 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er}, alinéa 2, est complété comme suit : « Ils sont transmis dans le même temps au Collège réuni »;

2° le § 1^{er}, alinéa 4, est remplacé par la disposition suivante :

« La décision doit être envoyée au centre dans un délai de quarante jours à compter du jour où les budgets ont été transmis à la commune, à défaut de quoi le conseil communal est réputé avoir donné son approbation. Le dossier complet est envoyé au Collège réuni par les soins du centre dans les quinze jours suivant la réception de la décision du conseil communal approuvant le budget ou l'expiration du délai de quarante jours emportant approbation tacite »;

3° Le § 1^{er}, alinéa 5, est remplacé par la disposition suivante : « Toute décision de réformation ou d'improbation doit être motivée. En cas d'improbation ou de réformation du budget, celui-ci est soumis par les soins du centre, dans les quarante jours suivant la réception de la décision du conseil communal, à l'approbation du Collège réuni. ».

La décision du Collège réuni doit être envoyée au centre et au conseil communal dans un délai, non prorogeable, de quarante jours, à compter du jour où le budget réformé ou improuvé lui a été transmis. A défaut, le budget est réputé approuvé tel qu'il a été adopté par le conseil de l'aide sociale. »;

4° au § 1^{er}, alinéa 7, les mots « la députation permanente » sont remplacés par les mots « le Collège réuni »;

5° au § 4, alinéa 2, les mots « de la députation permanente, qui est dotée » sont remplacés par les mots « du Collège réuni, qui est doté »;

6° un § 5 (nouveau) est ajouté rédigé comme suit :

« § 5. A défaut d'un budget exécutoire au 1^{er} janvier de l'exercice considéré, des dépenses peuvent être imputées sur des crédits provisoires, dont les modalités et limites seront définies par le Collège réuni. ».

Art. 26. In artikel 84 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede en derde lid van § 1 worden opgeheven;

2° in het tweede lid van § 2, worden de woorden « de Staat » en « voor rekening van de Staat » vervangen door de woorden « andere overheden » en « voor rekening van andere overheden »;

3° het artikel wordt aangevuld met een § 3, die luidt als volgt :

« § 3. Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 27, kan de raad voor maatschappelijk welzijn alle of een deel van de hem door §§ 1 en 2 van dit artikel toegekende bevoegdheden overdragen aan het vast bureau. In geval van dringende noodzaak die voortvloeit uit onvoorziene omstandigheden, kan het vast bureau deze bevoegdheden op eigen initiatief uitoefenen. Zijn besluit wordt meegedeeld aan de raad voor maatschappelijk welzijn, die er op zijn eerstvolgende vergadering akte van neemt. ».

Art. 27. Artikel 86 van dezelfde wet, wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 86. Het financiële dienstjaar van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn begint op 1 januari en eindigt op 31 december van hetzelfde jaar. Als tot een dienstjaar behorend, worden alleen aangemerkt, de rechten verkregen door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en de verbintenissen aangegaan ten opzichte van zijn schuldeisers tijdens dit dienstjaar, ongeacht het dienstjaar waarin ze worden vereffend. ».

Art. 28. Artikel 87 van dezelfde wet, vervangen bij de ordonnantie van 27 april 1995, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 87. Het Verenigd College stelt de budgettaire, financiële en boekhoudkundige regels vast van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. ».

Art. 29. In artikel 88 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1988 en 5 augustus 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, tweede lid, wordt aangevuld als volgt : « en tezelfdertijd toegezonden aan het Verenigd College »;

2° § 1, vierde lid, wordt vervangen door volgende bepaling :

« De beslissing moet aan het centrum worden doorgestuurd binnen een termijn van veertig dagen te rekenen vanaf de dag waarop de begrotingen aan de gemeente werden overgezonden, bij gebrek hieraan wordt de gemeenteraad geacht zijn goedkeuring te hebben verleend. Het centrum stuurt het volledige dossier door aan het Verenigd College binnen veertien dagen na de ontvangst van de beslissing van de gemeenteraad tot goedkeuring van de begroting of na het verstrijken van de termijn van veertig dagen waardoor de goedkeuring stilzwijgend verleend wordt »;

3° § 1, vijfde lid, wordt vervangen door volgende bepaling « Elke beslissing tot herziening of tot niet-goedkeuring moet met redenen worden omkleed. Bij niet-goedkeuring of in geval van herziening van de begroting, wordt deze door het centrum binnen veertig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de beslissing van de gemeenteraad, ter goedkeuring overgelegd aan het Verenigd College. ».

Het Verenigd College dient haar beslissing aan het centrum en aan de gemeenteraad te bezorgen binnen een termijn van veertig dagen, die niet verlengbaar is, te rekenen vanaf de dag waarop de begroting werd herzien of niet goedgekeurd. Bij gebrek hieraan wordt de begroting geacht te zijn goedgekeurd zoals zij door de raad voor maatschappelijk welzijn is aangenomen. »;

4° in § 1, zevende lid, worden de woorden « De bestendige deputatie » vervangen door de woorden « Het Verenigd College »;

5° in § 4, tweede lid, worden de woorden « de bestendige deputatie die » vervangen door de woorden « het Verenigd College dat »;

6° er wordt een § 5 (nieuw) toegevoegd, luidend :

« § 5. Bij gebrek aan een uitvoerbare begroting op 1 januari van het dienstjaar in kwestie, kunnen uitgaven vastgelegd worden op voorlopige kredieten, waarvan de modaliteiten en grenzen worden bepaald door het Verenigd College. ».

Art. 30. L'article 89 de la même loi, modifié par les lois des 29 décembre 1988, 5 août 1992 et 12 janvier 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 89. § 1^{er}. Le conseil de l'aide sociale arrête chaque année avant le 1^{er} mai les comptes annuels de l'exercice précédent du centre et de chacun des hôpitaux gérés par celui-ci.

Au cours de la séance pendant laquelle le conseil arrête lesdits comptes, le président rend compte de la situation du centre et de sa gestion au cours de l'exercice écoulé, en ce qui concerne la réalisation des prévisions budgétaires, ainsi qu'en ce qui concerne la perception et l'utilisation des subventions octroyées par l'Etat en vertu de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale et de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale. Le rapport annuel sera transmis à chacun des conseillers, en même temps que les comptes, mais à l'exclusion des pièces justificatives, au moins sept jours francs avant la séance.

§ 2. Les comptes annuels arrêtés par le conseil de l'aide sociale, sont transmis au conseil communal avant le 15 mai suivant la clôture de l'exercice aux fins d'être arrêtés définitivement. Ces documents sont transmis en même temps au Collège réuni. Les comptes sont accompagnés du rapport annuel visé au § 1^{er}, alinéa 3 du présent article. Dans les quarante jours de leur réception le conseil communal se prononce sur l'arrêt définitif des comptes annuels. Il expédie sa décision au plus tard le dernier jour du délai susdit. Si aucune décision n'est transmise au centre dans ce délai, le conseil communal est censé avoir approuvé les comptes annuels.

Si le conseil communal impute le compte, sa décision motivée est transmise par les soins du centre dans les quarante jours de la réception de la décision d'imputation au Collège réuni qui arrête le compte. Le Collège réuni dispose d'un délai de quarante jours à compter du jour suivant la réception des documents pour arrêter définitivement le compte. Si aucune décision n'est notifiée dans ce délai, le compte est réputé approuvé. Lors de la réunion suivant la notification de la décision d'approbation, le conseil de l'aide sociale donne décharge du compte au receveur. La décharge n'est valable que dans la mesure où la véritable situation n'a pas été volontairement occultée par des omissions ou inexactitudes dans le compte annuel.

Le refus de décharge au receveur doit faire l'objet d'une décision motivée. Celle-ci est notifiée dans les plus brefs délais au receveur, au conseil communal et au Collège réuni. Si un déficit a été constaté suite à une décision définitive sur la décharge, le conseil de l'aide sociale invite le receveur par pli recommandé, à verser une somme équivalente dans la caisse du centre public d'aide sociale; dans ce cas, l'article 93, § 4, est applicable dans les mêmes conditions et selon la même procédure. »

Art. 31. L'article 90 de la même loi, modifié par la loi du 5 août 1992, est abrogé.

Art. 32. L'article 91 de la même loi, modifié par la loi du 5 août 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 91. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 88, § 2, alinéa 2, aucun paiement sur la caisse du centre public d'aide sociale ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une allocation dûment approuvée portée au budget. Aucun article des dépenses du budget ne peut être dépassé, à l'exception des dépenses prélevées d'office en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance. Aucun transfert ne peut avoir lieu sans une modification budgétaire dûment approuvée. Toutefois, durant tout l'exercice budgétaire, le conseil de l'aide sociale peut effectuer des ajustements internes de crédits au sein d'une même enveloppe budgétaire sans que soit dépassé le montant global initial de l'enveloppe. Forment une enveloppe budgétaire des allocations portées aux différents articles qui ont la même nature économique dans une même sous-fonction, la nature économique étant identifiée par les deux premiers chiffres du code économique.

§ 2. Lorsqu'à la clôture d'un exercice, certaines allocations sont grevées d'engagements régulièrement contractés, la partie d'allocation nécessaire pour solder la dette est inscrite dans le relevé des crédits à transférer à l'exercice suivant, conformément aux dispositions arrêtées par le Collège réuni. »

Art. 33. A l'article 92 de la même loi, les mots « le gouverneur » sont remplacés par les mots « le Collège réuni ».

Art. 30. Artikel 89 van dezelfde wet, vervangen door de wetten van 29 december 1988, 5 augustus 1992 en 12 januari 1993, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 89. § 1. De raad voor maatschappelijk welzijn stelt elk jaar voor 1 mei de rekening vast van het voorgaande dienstjaar van het centrum en van elk ziekenhuis dat onder zijn beheer staat.

Tijdens de vergadering waarop de raad deze rekeningen vaststelt, brengt de voorzitter verslag uit over de toestand van het centrum en over het gevoerde beheer tijdens het voorafgaande dienstjaar, inzake de uitvoering van de begrotingsvooruitzichten, evenals wat betreft de ontvangst en het gebruik van de toelagen toegekend door de Staat krachtens de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie en de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. Het jaarverslag wordt samen met de rekeningen doch met uitsluiting van de verantwoordingsstukken, tenminste zeven vrije dagen voor de vergadering, aan elk raadslid meegedeeld.

§ 2. De jaarrekeningen vastgesteld door de raad voor maatschappelijk welzijn, afgesloten voor 15 mei volgend op het sluiten van het dienstjaar worden overgezonden aan de gemeenteraad met het oog op het definitief vaststellen. Tegelijkertijd worden deze documenten aan het Verenigd College overgezonden. De rekeningen worden aangevuld met het in paragraaf 1, lid 3 van dit artikel bedoelde jaarverslag. Binnen veertig dagen na de ontvangst, spreekt de gemeenteraad zich uit over het definitief vaststellen van de jaarrekeningen. Zijn beslissing wordt uiterlijk de laatste dag van bovenvermelde termijn doorgestuurd. Indien binnen deze termijn geen beslissing aan het centrum wordt overgezonden, wordt de gemeenteraad geacht de jaarrekeningen te hebben goedgekeurd.

Als de gemeenteraad de jaarrekening niet goedkeurt, wordt zijn met redenen omklede beslissing door het centrum binnen veertig dagen na de ontvangst van de beslissing van niet-goedkeuring overgezonden aan het Verenigd College, dat de rekeningen vaststelt. Het Verenigd College beschikt over een termijn van veertig dagen, te rekenen vanaf de dag na de ontvangst van de stukken om de rekening definitief vast te stellen. Als er geen beslissing ter kennis wordt gebracht binnen de voormelde termijn, dan wordt de rekening geacht te zijn goedgekeurd. De raad voor maatschappelijk welzijn verleent tijdens de eerstvolgende vergadering na de kennisgeving van de goedkeuring kwijting aan de ontvanger. De kwijting is slechts rechtsgeldig voor zover de ware toestand niet vrijwillig werd verborgen door weglatingen of onjuiste opgaven in de jaarrekening.

Het niet verlenen van kwijting aan de ontvanger kan alleen bij een met redenen omkleed besluit. De ontvanger, de gemeenteraad en het Verenigd College worden zonder verwijf van deze beslissing in kennis gesteld. Is er bij een definitieve beslissing over de kwijting een tekort vastgesteld, dan verzoekt de raad voor maatschappelijk welzijn de ontvanger, bij aangetekende brief, een gelijk bedrag in de kas van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn te storten; in dat geval is artikel 93, § 4, van toepassing, onder dezelfde voorwaarden en volgens dezelfde procedure. »

Art. 31. Artikel 90 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992, wordt opgeheven.

Art. 32. Artikel 91 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 91. § 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 88, § 2, tweede lid, kan geen betaling uit de kas van het openbare centrum voor maatschappelijk welzijn geschieden dan op grond van een behoorlijk goedgekeurde op de begroting ingeschreven post. Geen artikel van de uitgaven der begroting mag worden overschreden, met uitzondering van de uitgaven die krachtens een wet, een decreet of een ordonnantie ambtshalve worden opgenomen. Geen enkele overschrijving mag geschieden dan na een behoorlijk goedgekeurde wijziging van de begroting. In de loop van het ganse begrotingsjaar mag de raad voor maatschappelijk welzijn evenwel interne aanpassingen van de kredieten uitvoeren binnen eenzelfde begrotingsenveloppe zonder het oorspronkelijke totale bedrag van de enveloppe te overschrijden. Een begrotingsenveloppe omvat de kredieten ingeschreven op de verschillende artikelen die dezelfde economische aard hebben in eenzelfde subfunctie, waarbij de economische aard wordt vastgesteld aan de hand van de eerste twee cijfers van de economische code.

§ 2. Wanneer bij het afsluiten van een dienstjaar sommige posten bezwaard zijn met regelmatig aangegane verbintenissen, wordt het kredietgedeelte dat nodig is om de schuld af te betalen, ingeschreven op een deel van de allocatie van de kredieten die naar het volgend dienstjaar moeten worden overgeschreven, overeenkomstig de bepalingen voorgeschreven door het Verenigd College. »

Art. 33. In artikel 92 van dezelfde wet, worden de woorden « le gouverneur » vervangen door de woorden « het Verenigd College ».

Art. 34. L'article 93 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 93. § 1^{er}. Chaque trimestre, le conseil de l'aide sociale, qui délègue à cet effet un ou plusieurs de ses membres, est tenu de procéder à la vérification de la caisse et des écritures du receveur et de dresser le procès-verbal des constatations, dont le modèle est arrêté par le Collège réuni. Ce procès-verbal est adressé au collège des bourgmestre et échevins.

§ 2. Le receveur signale immédiatement au conseil de l'aide sociale tout déficit résultant d'un vol ou d'une perte.

Il est aussitôt procédé à la vérification de l'encaisse, conformément au § 1^{er}, en vue de déterminer le montant du déficit.

Le procès-verbal de la vérification est complété par l'exposé des circonstances et des mesures de conservation prises par le receveur.

§ 3. Lorsque la vérification de l'encaisse fait apparaître un déficit, le conseil de l'aide sociale invite le receveur, par lettre recommandée à la poste, à verser une somme équivalente dans la caisse du centre.

Dans le cas prévu au § 2, l'invitation doit être précédée par une décision du conseil de l'aide sociale établissant si et dans quelle mesure le receveur doit être tenu pour responsable du vol ou de la perte et fixant le montant du déficit en résultant qu'il lui appartient de solder; une expédition de cette décision est annexée à l'invitation qui lui est faite de payer.

§ 4. Dans les soixante jours à dater de cette notification, le receveur peut saisir d'un recours le collège juridictionnel; ce recours est suspensif de l'exécution de la décision du conseil de l'aide sociale.

Le Collège susvisé statue sur la responsabilité incombant au receveur et fixe le montant du déficit qui doit en conséquence être mis à sa charge.

Le receveur est exonéré de toute responsabilité lorsque le déficit résulte du rejet de dépenses des comptes définitivement arrêtés dès lors qu'il les a acquittées conformément à l'article 46, § 1^{er}. Dans la mesure où le déficit doit être attribué au rejet définitif de certaines dépenses, le receveur peut faire appel aux membres du conseil de l'aide sociale ou de l'organe compétent qui, à son insu, auraient irrégulièrement engagé ou mandaté ces dépenses, afin que la décision leur soit déclarée commune et opposable; dans ce cas, le collège juridictionnel se prononce également sur la responsabilité des intervenants.

La décision du collège juridictionnel n'est, dans tous les cas, exécutée qu'après l'expiration du délai de recours en annulation auprès du Conseil d'Etat; si le receveur à ce moment ne s'est pas exécuté volontairement, la décision est exécutée sur le cautionnement et, pour le surplus éventuel, sur les biens personnels du receveur, pourvu toutefois qu'elle n'ait pas fait l'objet du recours visé à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Lorsque le receveur n'introduit pas de recours auprès de la juridiction administrative et s'abstient à l'expiration du délai imparti pour ce faire, de satisfaire à l'invitation de payer qui lui est adressée, il est procédé de la même manière à l'exécution par voie de contrainte. ».

Art. 35. A l'article 94 de la même loi, modifiée par les lois des 29 décembre 1988 et 30 décembre 1988, les arrêtés royaux des 31 décembre 1983 et 5 août 1986 et par l'ordonnance du 22 décembre 1995 sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les mots « le Roi » sont remplacés par les mots « le Collège réuni »;

2° au § 2 les mots « le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres » sont remplacés par les mots « le Collège réuni »;

3° au § 4bis, les mots « le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et sous les conditions fixées par lui » sont remplacés par les mots « le Collège réuni peut, sous les conditions qu'il détermine »;

4° aux § 6, 7 et 9, alinéa 3, les mots « le Roi » sont remplacés par les mots « le Collège réuni ».

Art. 36. A l'article 96 de la même loi, deuxième phrase les mots « de l'article 46 » sont remplacés par les mots « de la présente loi applicables au receveur. ».

Art. 34. Artikel 93 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 93. § 1. Elk trimester moet de raad voor maatschappelijk welzijn, die een of meer van zijn leden daartoe aanstelt, de kas en de boeken van de ontvanger nazien en. het proces-verbaal van de vaststellingen, opmaken waarvan het model wordt bepaald door het Verenigd College. Dat proces-verbaal wordt aan het college van, burgemeester en schepenen gezonden.

§ 2. De ontvanger brengt de raad voor maatschappelijk welzijn onmiddellijk op de hoogte van elk tekort wegens diefstal of verlies.

Overeenkomstig § 1 wordt onmiddellijk een kascontrole uitgevoerd om het bedrag van het tekort vast te stellen.

Het proces-verbaal van de kascontrole wordt aangevuld met een feitenrelaas en een verslag over de bewarende maatregelen die de ontvanger heeft genomen.

§ 3. Wanneer de kascontrole op een tekort wijst, verzoekt de raad voor maatschappelijk welzijn de ontvanger bij ter post aangetekende brief het bedrag van het tekort op de rekening van het centrum te storten.

In het in § 2 bedoelde geval, moet het verzoek worden voorafgegaan door een beslissing van de raad voor maatschappelijk welzijn waarbij bepaald wordt of en in welke mate de ontvanger aansprakelijk gesteld moet worden voor de diefstal of het verlies en waarbij het door hem te betalen bedrag van het tekort wordt vastgesteld; een afschrift van deze beslissing wordt gevoegd bij het tot hem gerichte verzoek om betaling.

§ 4. Binnen zestig dagen na deze betekening kan de ontvanger een beroep instellen bij het rechtscollege; dit beroep schorst de tenuitvoerlegging van de beslissing van de raad voor maatschappelijk welzijn.

Het hierboven bedoeld college beslist over de aansprakelijkheid van de ontvanger en stelt het bedrag van het tekort vast dat hij dienovereenkomstig moet betalen.

De ontvanger wordt van elke verantwoordelijkheid ontheven als het tekort toe te schrijven is aan de verwerping van uitgaven van definitieve rekeningen, wanneer hij deze heeft gedaan overeenkomstig artikel 46, § 1. Voor zover het tekort aan de definitieve verwerping van sommige uitgaven toe te schrijven is, kan de ontvanger een beroep doen op de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn of van het bevoegde orgaan die, buiten zijn medeweten, deze uitgaven onregelmatig zouden hebben vastgelegd of betaalbaar gesteld, opdat de beslissing hen gemeen en inroepbaar zou worden verklaard; in dit geval spreekt het rechtscollege zich ook uit over de aansprakelijkheid van de interveniënten.

In elk geval wordt de beslissing van het rechtscollege slechts uitgevoerd na het verstrijken van de termijn voor het instellen van een beroep tot vernietiging bij de Raad van State; indien de ontvanger dan zijn taak niet vrijwillig heeft vervuld, wordt de beslissing uitgevoerd op de zekerheid, en, voor het eventuele overige, op de persoonlijke goederen van de ontvanger, op voorwaarde echter dat ze niet het voorwerp is geweest van beroep bedoeld in artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State is ingesteld.

Wanneer de ontvanger geen beroep instelt bij de administratieve rechtsmacht en het verzoek om betaling niet inwilligt na het verstrijken van de toegestane termijn, wordt eveneens gehandeld door middel van een dwangbevel. ».

Art. 35. In artikel 94 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1988 en 30 december 1988, de koninklijke besluiten van 31 december 1983 en 5 augustus 1986 en de ordonnantie van 22 december 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, worden de woorden « De Koning » vervangen door de woorden « Het Verenigd College »;

2° in § 2, worden de woorden « de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit » vervangen door de woorden « het Verenigd College »;

3° in § 4bis, worden de woorden « de Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit en onder de voorwaarden door hem bepaald » vervangen door de woorden « het Verenigd College kan, onder de voorwaarden die het bepaalt »;

4° in § 6, § 7 en § 9, derde lid, worden de woorden « de Koning » vervangen door de woorden « het Verenigd College ».

Art. 36. In artikel 96, tweede volzin, van dezelfde wet, worden de woorden « van artikel 46 » vervangen door « van deze wet. ».

Art. 37. L'article 106 de la même loi, modifié par la loi du 5 août 1992 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 106. § 1^{er}. Lorsque le centre public d'aide sociale ne dispose pas de ressources suffisantes pour couvrir les dépenses résultant de l'accomplissement de sa mission, la différence est prise en charge par la commune.

§ 2. La différence visée par le paragraphe précédent est estimée dans le budget du centre. Les prévisions relatives aux services d'exploitation et d'investissement du budget sont prises en considération pour calculer cette différence.

Une dotation pour ce centre, égale au montant de la différence susvisée, est inscrite dans les dépenses du budget communal.

La dotation est payée au centre au début de chaque mois par douzième. Toutefois, moyennant l'accord du centre, elle peut être payée selon d'autres modalités.

§ 3. L'approbation définitive, tacite ou expresse, du compte budgétaire de l'exercice antérieur entraîne la diminution ou l'augmentation de la dotation communale reprise dans le budget du centre de l'exercice en cours en fonction du résultat final du compte budgétaire. ».

Art. 38. L'article 107 de la même loi est abrogé.

Art. 39. A l'article 109 de la loi du 8 juillet 1976, modifié par la loi du 5 août 1992, les mots « le collège des bourgmestre et échevins » sont ajoutés après les mots « le Collège réuni » et les mots « est, lui aussi, chargé » sont remplacés par les mots « sont, eux aussi, chargés ».

A l'alinéa 2 du même article les mots « ce collège » sont remplacés par les mots « le collège des bourgmestre et échevins et pour le délégué du Collège réuni ».

L'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant

« Le membre délégué par le collège des bourgmestre et échevins et le délégué du Collège réuni sont tenus au secret. ».

Art. 40. L'article 110, modifié par l'article 60, 1^o et 2^o de la loi du 5 août 1992 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 110. L'autorité qui émet un avis défavorable concernant une décision prise par le centre public d'aide sociale ou qui refuse de donner son autorisation ou son approbation doit motiver sa décision. Si aucun avis ou décision n'est notifié au centre au plus tard le dernier jour du délai comme déterminé dans la loi, l'autorité de tutelle est censée avoir émis un avis favorable ou avoir accordé l'autorisation ou l'approbation requise. Lorsque le délai n'est pas déterminé, celui-ci est fixé à quarante jours. Ce délai commence le lendemain de la réception de l'acte par l'autorité compétente. L'autorité de tutelle peut prolonger le délai d'une fois quarante jours, pour autant que cette prolongation soit notifiée par lettre recommandée au plus tard le dernier jour du premier délai de quarante jours. ».

Art. 41. L'article 111 de la loi remplacé par l'article 12 de l'arrêté royal n^o 244 du 31 décembre 1983 et modifié par l'arrêté royal n^o 430 du 5 août 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 111. § 1^{er}. Copie de toute décision du centre public d'aide sociale, à l'exclusion des décisions d'octroi d'aide individuelle et de récupération, est transmise dans les vingt jours à compter du lendemain de la réunion au collège des bourgmestre et échevins et au Collège réuni.

§ 2. A l'exception des décisions concernant l'octroi d'aide individuelle et la récupération, le collège des bourgmestre et échevins peut suspendre, par arrêté motivé, l'exécution de toute décision du centre public d'aide sociale qui nuit à l'intérêt communal et notamment aux intérêts financiers de la commune. Le droit de suspension du collège des bourgmestre et échevins ne peut cependant être exercé dans les cas où, en application de la présente loi, les décisions sont soumises à l'approbation ou l'autorisation des autorités de tutelle. Dans ces cas, le collège des bourgmestre et échevins peut communiquer son avis dans un délai de vingt jours aux autorités de tutelle.

Art. 37. Artikel 106 van dezelfde wet, vervangen door de wet van 5 augustus 1992, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Art. 106. § 1. Wanneer het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn niet over voldoende middelen beschikt om de uitgaven te dekken die voortkomen uit de vervulling van zijn opdracht, wordt het verschil gedragen door de gemeente.

§ 2. Het verschil bedoeld in voorgaande paragraaf wordt geraamd in de begroting van het centrum. De voorzieningen betreffende de exploitatie- en investeringsdiensten worden in acht genomen om, dit verschil te berekenen.

Een dotatie voor dit centrum gelijk aan het bedrag van bovenbedoeld verschil wordt in de uitgaven van de gemeentebegroting ingeschreven.

Bij het begin van elke maand wordt de dotatie aan het centrum betaald in twaalfden. Nochtans kan ze met instemming van het centrum, volgens andere modaliteiten betaald worden.

§ 3. De definitieve goedkeuring, stilzwijgend of uitdrukkelijk, van de begrotingsrekening van het vorige dienstjaar brengt de vermindering of de vermeerdering met zich mee van de gemeentelijke dotatie opgenomen in de begroting van het centrum van het lopende dienstjaar in functie van het eindresultaat van de begrotingsrekening. ».

Art. 38. Artikel 107 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 39. In artikel 109 van de wet van 8 juli 1976, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992, worden de woorden « en het Verenigd College » toegevoegd na de woorden « het college van burgemeester en schepenen » en worden de woorden « heeft eveneens de opdracht » vervangen door de woorden « hebben eveneens de opdracht ».

In het tweede lid van hetzelfde artikel worden de woorden « dit college » vervangen door de woorden « het college van burgemeester en schepenen en voor de afgevaardigde van het Verenigd College ».

Het derde lid wordt vervangen door het volgende lid :

« Het door het college van burgemeester en schepenen afgevaardigd lid en de afgevaardigde van het Verenigd College zijn tot geheimhouding verplicht. ».

Art. 40. Artikel 110, gewijzigd bij artikel 60, 1^o en 2^o van de wet van 5 augustus 1992, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 110. De overheid die met betrekking tot een beslissing van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een ongunstig advies geeft of haar machtiging of goedkeuring onthoudt dient haar beslissing te motiveren. Wanneer uiterlijk de laatste dag van de bij deze wet bepaalde termijn van geen advies of beslissing aan het centrum kunnen worden gegeven, wordt de toezichthoudende overheid geacht een gunstig advies of de vereiste machtiging of goedkeuring te hebben verleend. Wanneer de termijn niet is bepaald, bedraagt die veertig dagen. Deze termijn gaat in de dag na de ontvangst van de akte bij de bevoegde overheid. De toezichthoudende overheid kan de tenuitvoerzetting éénmaal verlengen met veertig dagen, voor zover deze verlenging per aangetekend schrijven ter kennis wordt gebracht uiterlijk de laatste dag van de eerste termijn van veertig dagen. ».

Art. 41. Artikel 111 van de wet, vervangen bij artikel 12 koninklijk besluit nr. 244 van 31 december 1983 en gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 430 van 5 augustus 1992, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 111. § 1. Van iedere beslissing van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, met uitzondering van de beslissingen in het kader van de verstrekking van individuele dienstverlening en tot verhaal, wordt binnen twintig dagen, ingaand de dag na de vergadering, een afschrift gezonden aan het college van burgemeester en schepenen en aan het Verenigd College.

§ 2. Met uitzondering van de beslissingen tot individuele dienstverlening en verhaal, kan het college van burgemeester en schepenen, bij een met redenen omkleed besluit, de uitvoering schorsen van elke beslissing van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn die het gemeentelijk belang, en inzonderheid de financiële belangen van de gemeente schaadt. De schorsingsbevoegdheid van het college van burgemeester en schepenen kan evenwel niet uitgeoefend worden in geval van beslissingen die, in toepassing van deze wet, onderworpen zijn aan de goedkeuring of de machtiging van de toezichthoudende overheid. In deze gevallen kan het college van burgemeester en schepenen zijn advies binnen twintig dagen geven aan de toezichthoudende overheid.

Le collège doit notifier l'arrêté de suspension au centre et au Collège réuni dans un délai de trente jours, prenant effet le lendemain de la réception de la décision concernée. Le conseil de l'aide sociale peut retirer la décision suspendue. Cette décision doit être communiquée sans délai au collège des bourgmestres et échevins ainsi qu'au Collège réuni. Le conseil de l'aide sociale peut maintenir la décision suspendue. Cette décision doit être transmise dans un délai de cent jours, prenant effet le lendemain de la réception de la suspension de la décision, au collège des bourgmestres et échevins ainsi qu'au Collège réuni. A défaut, la décision est annulée automatiquement. Le Collège réuni peut annuler, par arrêté motivé, la décision maintenue. L'arrêté d'annulation doit être notifié au centre dans un délai de quarante jours, prenant effet le lendemain de la réception de la décision de maintien et au plus tard le dernier jour du délai susmentionné. Après expiration de ce délai, la suspension est levée.

§ 3. Les dispositions du § 2 ne s'appliquent pas aux hôpitaux qui dépendent d'un centre public d'aide sociale, tant que les comptes, approuvés conformément à l'article 89, démontrent que leur exploitation est en équilibre. Le § 2 cesse d'être applicable ou le redevient, selon le cas, à partir du moment où les comptes sont approuvés ou arrêtés définitivement par application de l'article 89.

§ 4. Le Collège réuni peut suspendre par arrêté motivé la décision par laquelle un centre public d'aide sociale viole la loi ou blesse l'intérêt général.

L'arrêté de suspension doit être notifié au centre dans un délai de quarante jours, prenant effet le lendemain de la réception de la décision concernée et au plus tard le dernier jour du délai précité. Pour le budget et pour le compte, le délai est porté à soixante jours à compter de la transmission prévue respectivement aux articles 88, § 1^{er}, alinéa 2 et 89, § 2, alinéa 1^{er}.

Le conseil de l'aide sociale peut retirer la décision suspendue. Cette décision doit être communiquée sans délai au Collège réuni. Le conseil de l'aide sociale peut maintenir la décision suspendue. Cette décision doit être transmise dans un délai de cent cinquante jours, prenant effet le lendemain de la réception de la suspension de la décision, au Collège réuni. A défaut, la décision est annulée automatiquement. Le Collège réuni peut annuler, par arrêté motivé, la décision maintenue. L'arrêté d'annulation doit être notifié au centre dans un délai de quarante jours, prenant effet le lendemain de la réception de la décision de maintien et au plus tard le dernier jour du délai susmentionné. Après l'expiration de ce délai, la suspension est levée. ».

Art. 42. L'article 112 de la même loi est abrogé.

Art. 43. A l'article 113 de la même loi, modifié par la loi du 9 août 1988, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « le gouverneur » sont remplacés par les mots « le Collège réuni »;

2° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Les frais visés à l'alinéa 1^{er}, sont récupérés par le receveur sur présentation d'une décision prise par l'autorité qui a entamé la procédure de contrainte et qui constitue pour lui un mandat d'exécution d'office. »;

3° l'alinéa 4 est abrogé. ».

Art. 44. L'article 114 de la même loi, modifié par la loi du 5 août 1992, est abrogé.

Art. 45. A l'article 119 de la même loi, remplacé par la loi du 5 août 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « de la ou des députations permanentes compétentes » sont remplacés par les mots « du Collège réuni »;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 46. L'article 126, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi est remplacé par l'alinéa suivant :

« Sans préjudice de l'application de dispositions statutaires particulières en sens contraire, les associations visées par le présent chapitre sont administrées suivant les mêmes règles que les centres publics d'aide sociale. Elles sont soumises au même contrôle et à la même tutelle administrative. ».

Het college dient van het schorsingsbesluit ter kennis te brengen van het centrum en van het Verenigd College binnen een termijn van dertig dagen, ingaand de dag na het ontvangen van de betrokken beslissing. De raad voor maatschappelijk welzijn kan de geschorste beslissing intrekken. Deze beslissing dient zonder verwijl aan het college van burgemeester en schepenen en het Verenigd College te worden medegedeeld. De raad voor maatschappelijk welzijn kan deze geschorste beslissing handhaven. Deze beslissing dient binnen een termijn van honderd dagen, ingaand de dag na het ontvangen van het schorsingsbesluit te worden overgezonden aan het college van burgemeester en schepenen en aan het Verenigd College. Bij gebreke hieraan is de beslissing automatisch nietig. Het Verenigd College kan bij een met reden omkleed besluit de gehandhaafde beslissing vernietigen. Het vernietigingsbesluit moet binnen een termijn van veertig dagen, ingaand de dag na het ontvangen van de beslissing tot handhaving en uiterlijk de laatste dag van de voormelde termijn ter kennis gebracht worden van het centrum. Na het verstrijken van deze termijn, wordt de schorsing opgeheven.

§ 3. De bepalingen van § 2 zijn niet van toepassing op de ziekenhuizen die afhangen van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn zolang de met toepassing van artikel 89 goedgekeurde rekeningen aantonen dat de exploitatie ervan in evenwicht is. Paragraaf 2 houdt op van toepassing te zijn of wordt opnieuw van toepassing, al naar het geval, vanaf het ogenblik dat de rekeningen goedgekeurd of definitief vastgesteld zijn in toepassing van artikel 89.

§ 4. Het Verenigd College kan bij een met redenen omkleed besluit, de beslissing schorsen waarbij een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn de wet schendt of het algemeen belang schaadt.

Het schorsingsbesluit dient binnen een termijn van veertig dagen, ingaand de dag na het ontvangen van de betrokken beslissing en uiterlijk de laatste dag van de vastgestelde termijn ter kennis gebracht van het centrum. Voor de begroting en voor de rekening wordt de termijn op zestig dagen gebracht, te rekenen van de verzending respectievelijk voorgeschreven in de artikelen 88, § 1, tweede lid, en 89, § 2, eerste lid.

De raad voor maatschappelijk welzijn kan de geschorste beslissing intrekken. Deze beslissing dient zonder verwijl aan het Verenigd College te worden meegedeeld. De raad voor maatschappelijk welzijn kan de geschorste beslissing handhaven. Deze beslissing dient binnen een termijn van honderd vijftig dagen, ingaand de dag na het ontvangen van het schorsingsbesluit te worden gestuurd aan het Verenigd College. Bij gebreke is de beslissing automatisch nietig. Het Verenigd College kan bij een met reden omkleed besluit de gehandhaafde beslissing vernietigen. Het vernietigingsbesluit dient binnen een termijn van veertig dagen, ingaand de dag na het ontvangen van de beslissing tot handhaving en uiterlijk de laatste dag van de voormelde termijn betekend te worden aan het centrum. Na het verstrijken van deze termijn is de schorsing opgeheven. ».

Art. 42. Artikel 122 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 43. In artikel 113 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1988, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « de gouverneur » vervangen door de woorden « het Verenigd College »;

2° het derde lid, wordt vervangen door volgende bepaling :

« De kosten bedoeld in het eerste lid, worden ingevorderd door de ontvanger op voorlegging van een daartoe getroffen besluit van de overheid die de dwangprocedure heeft ingesteld en dat geldt als een door de ontvanger ambtshalve uit te voeren bevelschrift. »;

3° het vierde lid wordt opgeheven. ».

Art. 44. Artikel 114 van dezelfde wet, gewijzigd door de wet van 5 augustus 1992, wordt opgeheven.

Art. 45. In artikel 119 van dezelfde wet, vervangen door de wet van 5 augustus 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « de bevoegde bestendige deputatie (s) » vervangen door de woorden « het Verenigd College »;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 46. Artikel 126, § 1, eerste lid van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende lid :

« Onverminderd de toepassing van andersluidende bijzondere statutaire bepalingen, worden de in dit hoofdstuk bedoelde verenigingen beheerd volgens dezelfde regels als de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. Ze zijn aan dezelfde controle en hetzelfde administratief toezicht onderworpen. ».

Art. 47. A l'article 128, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, alinéa 3, les mots « le Roi » sont remplacés par les mots « le Collège réuni »;

2° le § 2, alinéa 4, est remplacé par la disposition suivante :

« A la demande du centre, de l'association ou du membre du personnel intéressé, le Collège réuni statue sur toute contestation quant à l'application des dispositions ci-dessus. Il doit être saisi dans les soixante jours de la notification ou de la prise de connaissance par le demandeur de la décision qui donne lieu à la contestation. Le Collège réuni doit statuer dans les soixante jours après réception de la demande. A défaut, la demande est réputée rejetée. ».

Art. 48. A l'article 129, dernier alinéa, de la même loi, les mots « le Roi » sont remplacés par les mots « le Collège réuni ».

Art. 49. A l'article 133 de la même loi, les mots « le Roi » sont remplacés par les mots « le Collège réuni ».

Art. 50. Sont abrogés à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance :

1° l'arrêté du Régent du 10 février 1945 portant règlement général de la comptabilité communale, tel que modifié par l'arrêté royal du 15 décembre 1987;

2° l'arrêté royal du 27 juin 1983 portant introduction de la classification fonctionnelle et économique des recettes et des dépenses lors de l'établissement du budget et des comptes par les centres publics d'aide sociale;

3° l'arrêté ministériel du 12 juillet 1983 portant classification fonctionnelle et économique normalisée des recettes et des dépenses pour l'établissement du budget et des comptes des centres publics d'aide sociale tel que modifié par arrêté ministériel du 31 juillet 1989;

4° l'arrêté ministériel du 15 décembre 1992 portant des mesures d'exécution des dispositions prévues à l'article 91, § 1^{er}, alinéas 3 et 4 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale modifiée par la loi du 5 août 1992.

Art. 51. Les décisions des centres publics d'aide sociale, prises avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, sont soumises aux règles et aux contrôles de tutelle qui étaient en vigueur à ce moment.

Art. 52. La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 2003.

Le Membre du Collège réuni,
compétent pour la politique de Santé,
J. CHABERT

Le Membre du Collège réuni,
compétent pour la politique de Santé,
D. GOSUIN

Le Membre du Collège réuni,
compétent pour la politique d'Aide aux personnes,
E. TOMAS

Le Membre du Collège réuni,
compétent pour la politique d'Aide aux personnes,
G. VANHENGEL

—
Note

(1) Documents de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune :

Session ordinaire 2001-2002 :

Projet d'ordonnance, B - 84/1.

Session ordinaire 2002-2003 :

Rapport, B - 84/2.

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption. Séance du jeudi 15 mai 2003.

Art. 47. In artikel 128 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, derde lid, worden de woorden « de Koning » vervangen door de woorden « het Verenigd College »;

2° § 2, vierde lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Op verzoek van het centrum, van de vereniging of het betrokken personeelslid, doet het Verenigd College uitspraak over elke betwisting betreffende de toepassing van de bovenstaande bepalingen. Het verzoek daartoe moet worden ingediend binnen zestig dagen vanaf de kennisgeving aan of de kennisneming door de eiser van de beslissing die aanleiding geeft tot de betwisting. Het Verenigd College moet zich binnen zestig dagen na ontvangst van het verzoek uitspreken. Bij gebrek hieraan wordt het verzoek geacht te zijn verworpen. ».

Art. 48. In artikel 129, laatste lid, van dezelfde wet worden de woorden « de Koning » vervangen door de woorden « het Verenigd College ».

Art. 49. In artikel 133 van dezelfde wet worden de woorden «-de Koning » vervangen door de woorden « het Verenigd College ».

Art. 50. Worden opgeheven met ingang van de inwerkingtreding van deze ordonnantie :

1° het besluit van de Regent van 10 februari 1945 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 december 1987;

2° het koninklijk besluit van 27 juni 1983 tot invoering van de functioneel-economische classificering van de ontvangsten en uitgaven in de begroting en de rekeningen door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

3° het ministerieel besluit van 12 juli 1983 tot vaststelling van de genormaliseerde functionele en economische classificering van de ontvangsten en uitgaven voor het opstellen van de begroting en rekeningen door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn zoals gewijzigd bij ministerieel besluit van 31 juli 1989;

4° het ministerieel besluit van 15 december 1992 houdende uitvoeringsmaatregelen van de bepalingen voorzien in artikel 91, § 1, lid 3 en 4 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992.

Art. 51. De beslissingen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die genomen werden voor onderhavige ordonnantie van kracht werd, blijven onderworpen aan de toezichtregelen en controles die op dat ogenblik van kracht waren.

Art. 52. De huidige ordonnantie treedt in werking op 1 januari 2004.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 juni 2003.

Het Lid van het Verenigd College,
bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,
J. CHABERT

Het Lid van het Verenigd College,
bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,
D. GOSUIN

Het Lid van het Verenigd College,
bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan personen,
E. TOMAS

Het Lid van het Verenigd College,
bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan personen,
G. VANHENGEL

—
Nota

(1) Documenten van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :

Gewone zitting 2001-2002 :

Ontwerp van ordonnantie, B - 84/1.

Gewone zitting 2002-2003 :

Verslag, B - 84/2.

Volledig verslag :

Bespreking en aanneming. Vergadering van donderdag 15 mei 2003.